

INFOS Hebdo

Par Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

« Ce sont mes engagements, je les tiendrai »

C'est par cette courte introduction que François HOLLANDE commence ses 60 propositions réunies dans une brochure tirée à 15 millions d'exemplaires. Les 4 dernières concernent l'Europe et l'International.

Le candidat HOLLANDE nous dit qu'il renégociera le traité européen en privilégiant la croissance et l'emploi et réorientera le rôle de la Banque centrale européenne, proposant de créer des Euro-obligations. Oui au maintien de la France à l'Otan et au Conseil de l'ONU avec droit de véto. Promesse de rompre avec la Françafrique et retrait anticipé d'Afghanistan.

La politique étrangère a malheureusement peu été abordée dans la confrontation télévisée avec Alain JUPPE qui a vivement critiqué l'intention du candidat de ne pas respecter l'engagement de la France dans le dernier traité européen.

Face à un HOLLANDE, devenu un adversaire très combatif, Alain JUPPE a marqué des points sur l'économie et le flou du financement du programme, mais le candidat socialiste a tenu ferme sur son projet et ses ambitions d'être dans 3 mois à l'Élysée.

Domage que l'on ne trouve pas dans son programme des propositions spécifiques aux Français de l'étranger... Cela fera peut être l'objet d'autres engagements...

Robert del Picchia

MONDE

France – Turquie : le coup de froid. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip ERDOGAN, a dénoncé le vote par le Parlement français d'une loi « *raciste et discriminatoire* » motivée par des arrière-pensées électoralistes, après l'adoption d'un texte qui pénalise la négation des génocides, notamment celui des Arméniens par les Turcs en 1915. Le chef du gouvernement turc a dit espérer que la France saurait « *corriger cette erreur* ». Nicolas SARKOZY promulguera la loi sous une quinzaine de jours, a-t-on appris auprès de la présidence française. Il assure que ce texte « *ne vise nullement un peuple ou un Etat particulier* ». Il « *forme le vœu que la Turquie voudra bien prendre la mesure des intérêts communs qui unissent nos deux pays et nos deux peuples* ». Le ministre français des Affaires étrangères, Alain JUPPE, a plaidé pour l'apaisement avec la Turquie. Il a répété qu'il jugeait la nouvelle loi inopportune, mais a pris acte du vote du Sénat et a appelé « *nos amis turcs au sang-froid* ».

France – Côte d'Ivoire : Alassane OUATTARA à l'Élysée. Une visite d'Etat en France. Signature à Paris d'un nouvel accord de défense bilatéral qui prévoit pour l'essentiel une assistance à la refonte des forces de sécurité ivoiriennes. Il ne comporte plus de clauses secrètes et prévoit un contingent de 250 à 300 militaires français chargés exclusivement d'aider la Côte d'Ivoire à rebâtir une véritable armée nationale. Le Président ivoirien a demandé aux entreprises françaises de revenir dans son pays et fait appel au soutien de Paris pour obtenir un accord de désendettement avec le FMI.

France – Afghanistan. Visite du Président afghan Hamid KARZAI à Paris. Il a été reçu ce vendredi par le Président SARKOZY. Alain JUPPE, ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes, devait assister à l'entretien. Le chef de l'Etat français devait annoncer à son homologue sa décision de rapatrier plus vite que prévu, ou non, le contingent tricolore.

France – OTAN. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh RASMUSSEN, a insisté sur la nécessité de respecter les engagements pris par les pays présents en Afghanistan, réagissant aux déclarations du Président SARKOZY après la mort de 4 soldats français. M. RASMUSSEN a rappelé que les pays de l'OTAN « *s'étaient mis d'accord (...) sur le processus de transition des responsabilités de sécurité aux troupes afghanes, avec un échéancier jusqu'à fin 2014* ».

1^{er} anniversaire de la « Révolution du Nil » dans un contexte d'incertitudes et de divisions face au rythme du processus de transition politique. Un an après le soulèvement populaire qui a renversé l'ancien dirigeant Hosni MOUBARAK, le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui assure l'intérim dans la nouvelle Egypte, est soupçonné de chercher à s'accrocher au pouvoir. A la veille de l'anniversaire de la révolution, le maréchal Mohamed Hussein TANTAOUI, chef du CSFA, a annoncé la levée partielle de l'état d'urgence en vigueur depuis 1981. Les Etats-Unis ont salué pour leur part les « *étapes importantes* » franchies par l'Egypte cette semaine en vue de « *sa transition vers la démocratie*. » Une commission d'enquête devrait être créée par l'Assemblée nationale sur les violences de la révolution.

EUROPE

« Etes-vous d'accord pour que l'Ecosse soit un pays indépendant ? » C'est la question que Alex SALMOND, le Premier ministre, souhaite poser aux Ecossais, lors d'un référendum en 2014. Il veut également soumettre l'idée de la « *dévolution maximum* » (pouvoirs étendus au Parlement), ce dont ne veut pas entendre parler Londres, qui rappelle qu'elle entendait avoir le dernier mot constitutionnel sur l'organisation et les modalités du scrutin.

Le OUI des Croates à l'Union européenne. Plus de 66% des voix pour, lors d'un référendum marqué par une très faible participation. Le Traité d'adhésion signé en décembre devra à présent être ratifié par les 27 Etats membres pour entériner son intégration dans l'UE prévue pour le 1^{er} juillet 2013.

Démis de ses fonctions pour propos inappropriés. C'est pour apaiser les esprits que le Président roumain, Emil BOC, a demandé au Premier ministre de révoquer son ministre des affaires étrangères. Theodor BACONSCHI était accusé de « *dérapages verbaux* » à l'adresse des participants aux défilés ponctués par des violences.

La centrale nucléaire attendra. Le groupe néerlandais de services Delta et ses partenaires français EDF et allemand RWE reportent le projet de construction d'une centrale nucléaire de 2.500 mégawatts aux Pays-Bas. Raison du report de quelques années : le contexte défavorable à l'investissement et la faiblesse du prix de l'électricité consécutif à la surproduction, face à une faible demande, du fait de la récession.

Des eurodéputés transnationaux ? Le mode d'élection du Parlement européen pourrait être révisé pour introduire la désignation de 25 eurodéputés sur des listes transnationales (en plus des députés élus dans les Etats membres). C'est en tout cas ce que propose un rapport d'initiative adopté par la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen, à une large majorité. Vote en session plénière en mars.

PAC @ 50. C'est le slogan de la Commission européenne qui lance une campagne devant marquer le 50^e anniversaire de la politique agricole commune. Un demi-siècle de développement de l'agriculture tout en assurant la sécurité alimentaire. A suivre en 2013, les 50 ans du traité de l'Elysée.

AFRIQUE, AMERIQUE, ASIE

Taxer les plus riches pour redresser l'économie du pays. Dans son traditionnel discours sur l'état de l'Union, Barack OBAMA a dévoilé des thèmes de campagne. Il propose que les millionnaires paient au minimum un impôt de 30% de leurs revenus à l'Etat, et met au défi ses adversaires républicains de se prononcer contre cette proposition avec le risque d'apparaître comme uniquement préoccupés par les plus fortunés. Un discours placé sous le signe des valeurs, et de la justice fiscale qui pourrait bien séduire les électeurs. La conjoncture reste toutefois difficile pour OBAMA : le taux de chômage est toujours de 8,6% et sa cote ne dépasse pas 44% dans les sondages.

Rio : 3 immeubles s'effondrent. 5 personnes seraient mortes et 16 sont portées disparues. Ces immeubles sont situés dans une partie du quartier historique, peu fréquenté le soir. La cause des effondrements n'est pas encore connue. Le Maire évoque un possible « *problème structurel* ».

Election présidentielle au Sénégal. L'opposition regroupée au sein de Mouvement du 23 juin (M23), a appelé à manifester, à Dakar, en dépit d'une interdiction de toutes les manifestations politiques pendant 5 jours. La contestation est organisée le jour de l'annonce de la liste des candidats validée par le Conseil constitutionnel. La décision concernant la candidature du président WADE fait craindre des violences, raison invoquée pour interdire les manifestations. L'opposition conteste au président sortant la possibilité de se représenter une 3^e fois, à 80 ans. Le 1^{er} tour aura lieu le 26 février.

Sommet de l'Union africaine lundi à Addis Abeba. Double bataille attendue pour la présidence et pour la tête de la commission (l'organe exécutif). L'Afrique du sud pousse Nkosazana DLAMINI-ZUMA, ancienne ministre des Affaires étrangères et ex-épouse du Président ZUMA. Le Gabonais Jean PING, en poste depuis 4 ans, est candidat à sa propre succession. Le poste de président (fonction symbolique) verra s'affronter pour une majorité des 2/3 nécessaires, les présidents gambien Yahya JAMMEH et béninois Boni YAYI.

La Syrie refuse « les solutions arabes » à la crise. Déclaration du ministre syrien des Affaires étrangères, dénonçant une atteinte à la souveraineté syrienne dans le plan arabe qui prévoit, à terme, le départ de Bachar al-ASSAD. Damas a néanmoins autorisé la prolongation d'un mois de la mission des observateurs de la Ligue arabe.

Visite marocaine à Alger. Le ministre marocain des affaires étrangères, Saad Eddine OTHMANI, est en visite officielle pour rencontrer son homologue Mourad MEDELICI et être reçu par le Président BOUTEFLIKA. C'était la 1^{ère} visite à l'étranger du nouveau chef de la diplomatie marocaine. C'est aussi la 1^{ère} visite officielle d'un chef de la diplomatie marocaine à Alger depuis 1989.

Pétrole algérien. L'Algérie ne modifiera pas le niveau de ses exportations de brut pour compenser l'embargo européen sur le pétrole iranien et la possibilité d'un blocage du détroit d'Ormuz par Téhéran. Annonce du ministre algérien de l'Energie.

POLITIQUE INTERIEURE

HOLLANDE chiffre son programme. En 41 pages format poche tiré à 15 millions d'exemplaires. Le candidat socialiste promet 20 milliards d'euros de dépenses nouvelles, financées notamment par l'annulation de 29 milliards d'euros de « cadeaux fiscaux » accordés selon lui par la droite depuis 10 ans, et une augmentation du taux de prélèvements obligatoires, qui passera à 46,9% à la fin de son quinquennat. François HOLLANDE prévoit le retour à l'équilibre budgétaire en 2017 et entend réduire la dette publique à 80,2% du PIB à cette date, contre 88,7% en 2012. Un projet calculé sur 2 à 2,5% de croissance dans 3 ans. Le programme prévoit d'affecter 60.000 emplois supplémentaires à l'Education nationale et la création de 150.000 « emplois d'avenir » à destination des jeunes, pour un coût évalué à 1,5 milliard par année pleine.

Les réactions : François BAYROU, candidat du Mo Dem, s'est montré très critique : « *On ne reviendra pas à l'équilibre avec ce programme-là. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas imaginable. Il n'y a pas dans ce programme une seule mesure d'économie* ». La candidate du Front national à la présidentielle, Marine LE PEN a dénoncé des « mesurette », un projet « aseptisé et un programme totalement incohérent ». L'UMP s'est largement mobilisée pour dénoncer une attaque contre les classes moyennes, un projet non financé et un parti autocentré.

Marine LE PEN persiste et signe. Elle compte demander aux parlementaires de prendre position sur la question de l'anonymat des parrainages d'élus. « *Petit rassemblement* » prévu devant le Sénat ce mardi prochain. M. LE PEN aurait recueilli 300

promesses.

A vos calculettes ! L'intervention ce dimanche de Nicolas SARKOZY sur 5 chaînes (TF1, France 2, LCI, BFMTV, i>Télé), très attendue par la majorité au sein de laquelle des doutes et réserves s'expriment de plus en plus, entrera dans le champ du décompte des temps de parole de la campagne présidentielle. Le CSA a en effet ouvert un compte au nom de Nicolas SARKOZY comme « *candidat présumé* ». Seuls ses propos « *régaliens* » échappent à ce décompte. C'est-à-dire ses prises de parole solennelles visant, par exemple, à rendre hommage aux soldats français tombés en Afghanistan.

Justice fiscale ? Selon un sondage Viavoice, 79% estiment que la fiscalité française est injuste, dont 37% « *très injuste* », 15% la trouvant juste.

Qui est populaire ? Selon Harris Interactive, pour l'Humanité Dimanche, les catégories populaires considèrent que François HOLLANDE est le plus à même de répondre à leurs attentes sur les questions sociales. Nicolas SARKOZY est en tête sur les questions de réduction des déficits, à égalité avec Marine LE PEN. Pour la sauvegarde de l'euro et la promotion d'une Europe forte, la présidente du FN « *comprend mieux la réalité* » des catégories populaires. Eva JOLY est jugée la meilleure pour « *protéger l'environnement* ».

Si le 1^{er} tour avait lieu ce dimanche... François HOLLANDE obtiendrait 27,5% des intentions de votes, (+0,5 point), Nicolas SARKOZY est à 24%, (-1), Marine LE PEN reste à 17% (=), et François BAYROU recule à 14% (-1 point). Selon OpinionWay pour le Figaro. Au 2nd tour, François HOLLANDE l'emporterait avec 56% des voix (+1), contre 44% (-1) pour Nicolas SARKOZY.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Donner ses jours de repos ? Adoption, en première lecture, d'une proposition de loi de l'UMP Paul SALEN qui permet aux salariés du public comme du privé, d'offrir des jours de repos à un collègue dont l'enfant, âgé de moins de 20 ans, est atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un grave accident qui rend indispensable la présence de ses parents auprès de lui. Examen au Sénat courant février.

Droit de grève dans le transport aérien. Adoption par la majorité de la proposition de loi du député UMP Eric DIARD qui organise les préavis de grève et renforce l'obligation d'information des employeurs. La gauche a dénoncé une remise en cause du droit de grève.

Développer le « Fabriqué en France ». Examen d'une proposition de résolution UMP cosignée par 155 députés, pour adresser un « *message fort à l'UE* ».

Sénat

La semaine de la mémoire. Après l'adoption du texte très controversé sur la pénalisation de la négation des génocides reconnus par la loi, le Sénat a adopté le projet de loi fixant au 11 novembre la commémoration de tous les morts pour la France. Le texte doit encore être examiné en commission mixte paritaire pour établir une version commune au 2 chambres du Parlement.

Recours au Conseil constitutionnel. Le Président du Groupe RDSE (à majorité radicaux de gauche), Jacques MEZARD, a indiqué que des sénateurs des 6 groupes du Sénat avaient déjà signé le recours qu'il entend déposer devant le juge constitutionnel. Il s'agit de la loi pénalisant la négation des génocides reconnus par la loi (dont le génocide arménien). Pour le président RDSE, « *à mon avis ce sera une première et c'est révélateur du malaise sur cette proposition de loi* ». Il faut 60 signatures. Alain FOUCHÉ et Jean-Jacques HYEST ont annoncé avoir signé. A l'Assemblée nationale, 35 députés ont déjà signé, essentiellement de l'UMP, mais aussi du PS.

ECONOMIE & DEFENSE

Les mauvais chiffres du chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi a atteint son plus haut niveau depuis septembre 1999. 29.700 chômeurs de plus, soit 2.874.500 en tout en France métropolitaine. La hausse. « *Tant que la croissance économique n'est pas au rendez-vous les entreprises créent moins d'emplois* » a déclaré le ministre du Travail, Xavier BERTRAND, qui rappelle que « *le chômage n'est pas un problème franco-français* ». Selon les chiffres d'Eurostat, la France enregistre la plus mauvaise performance des pays qui lui sont comparables dans la zone euro, à l'exception de l'Espagne.

La Corée du Sud, victime collatérale... de la crise européenne. La 4^e économie asiatique a enregistré au dernier trimestre 2011 son plus faible taux de croissance depuis 2009 : PIB en hausse de seulement 0,4 % en octobre-décembre par rapport au trimestre précédent, contre 0,8 % au troisième trimestre. Il s'agit du taux le plus faible depuis le quatrième trimestre 2009 (0,2 %).

Un million d'Auto-entrepreneurs et moi et moi... Le dispositif, résultat d'une réforme de 2009, fonctionne. En 3 ans, on a dépassé le million, pour atteindre 53% des créations d'entreprises l'an dernier. Le poids économique reste toutefois limité en raison du plafond du chiffre d'affaires que les auto-entrepreneurs voudraient voir relever.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi. Banque européenne de développement. Le texte vise à élargir le périmètre d'intervention de la banque pour lui permettre d'opérer dans les pays de la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen.

Accord international avec Maurice, sur la cogestion économique, scientifique et environnementale relative à l'île de Tromelin et à ses espaces maritimes. **Ordonnance** relative au code forestier. / **Décret** relatif aux groupements d'intérêts publics.

Communications. Patrouilleurs de la police nationale. / Feuille de route de Pôle emploi. / Mise en œuvre du volet intercommunal de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. / Bilan 2011 et les perspectives 2012 du financement de la construction et de la rénovation des logements sociaux.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Saisir la Justice française depuis l'étranger. Depuis le 1^{er} octobre 2011, toute personne qui souhaite introduire une procédure en justice en France doit s'acquitter du paiement d'un timbre fiscal de 35 euros en première instance et de 150 euros en appel. Achat du timbre en ligne et toutes les informations utiles sur : <https://www.timbre.justice.gouv.fr>

Réforme du contrôle de la connaissance de la langue française par les candidats à la nationalité. La loi du 16 juin 2011 relative à l'immigration a introduit de nouvelles conditions pour accéder à la nationalité française. Ces conditions concernent les postulants à la naturalisation et les personnes souhaitant acquérir la nationalité à raison de leur mariage avec un ou une Français(e). Depuis le 1^{er} janvier 2012, le candidat à la nationalité devra prouver qu'il maîtrise le français au niveau « B1 oral », défini par le référentiel des langues utilisé en Europe. Les candidats à la nationalité française devront prouver, par un diplôme ou une attestation, qu'ils ont acquis ce niveau. Les diplômes sont permanents, les attestations sont valables 2 ans. Ces nouvelles modalités seront appliquées par les préfectures pour tous les dossiers déposés à partir du 1^{er} janvier 2012.

Lycées français à l'étranger : ATTENTION !

Les familles françaises qui souhaitent pouvoir bénéficier de la prise en charge des frais de scolarité de leur(s) enfant(s) lycéens, doivent remplir un formulaire **de demande chaque année et pour chaque enfant**. Ainsi, les demandes doivent être remplies dès la 3^e, pour les enfants qui entreront en 2nde l'année suivante. Elles doivent ensuite être renouvelées chaque année.

Les **bourses scolaires** sont soumises aux mêmes délais des dépôts des dossiers.

Où et quand ? Cette demande est à déposer auprès de l'établissement scolaire **avant une date qui varie selon chaque circonscription consulaire, entre début et fin février**.

Renseignez-vous auprès du consulat ou du lycée pour connaître cette date limite des demandes. Le respect de la date limite de dépôt des demandes de PEC est impératif, sous peine de rejet de la demande !

SANTE & SOCIETE

Fausse adresse. 16 kilos de cocaïne ont été « livrés » par erreur au siège des Nations unies, à New York. Les deux sacs portant un logo ressemblant à celui de l'ONU, contenaient 14 livres dont les pages avaient été creusées pour contenir chacun un peu plus d'un kilo de cocaïne (valeur marchande de 2 millions de dollars). L'enquête de la NYPD et de la DEA - l'agence américaine de lutte contre le trafic de stupéfiants - a révélé que la drogue, expédiée du Mexique, était arrivée sans adresse dans un centre de tri d'une messagerie, qui l'avait expédiée à l'ONU.

Année noire pour l'assurance-vie. Phénomène inédit en 2011, marquée par des retraits supérieurs aux versements pendant 5 mois d'affilée. La décollecte a atteint un record : 3,8 milliards d'euros en décembre.

Mais Monsanto, c'est toujours non. La mise en culture du maïs génétiquement modifié sera à nouveau interdite par une clause de sauvegarde que le gouvernement prendra « avant la fin février ». Avant les semailles.

Perdu(e) dans l'échiquier politique ? Vous voulez voter pour l'élection du Président de la République, mais vous ne savez pas qui vous représente le mieux ? Un quizz est fait pour vous. En répondant anonymement à quelques questions, vous saurez pour qui voter. Attention aux surprises...
<http://www.jevotequien2012.fr/>

Légion d'Honneur. Au JO, décret fixant pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014, les contingents annuels de croix de la Légion d'honneur à titre civil : Grand' Croix 6, Grand Officier 15, Commandeur 78, Officier 384, Chevaliers 2.980.

Fraude fiscale. Le ministère des Finances prépare un durcissement des sanctions. D'après le journal Les Echos, les ménages qui dissimulent un compte bancaire à l'étranger « vont être beaucoup plus lourdement sanctionnés ». « Les amendes seront à l'avenir proportionnelles aux montants dissimulés ». En outre, les sanctions pénales, en cas de fraude dans les paradis fiscaux, « vont aussi être démultipliées ». Enfin, les récidivistes poursuivis au pénal (un millier de contribuables par an), s'exposeront à des amendes pouvant aller jusqu'à 500.000 euros.

CULTURE & NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'hôtel de la Marine envahi par le Louvre. Cet immense édifice du XVIII^e siècle, place de la Concorde, sera quitté par l'état-major de la marine fin 2014. Le Musée du Louvre sera alors chargé de l'ouverture au public des espaces les plus prestigieux du bâtiment, pour y faire tourner les collections de plusieurs institutions.

Alerte au réchauffement climatique. Une vidéo de 25 secondes réalisée par la Nasa montre, couleurs à l'appui, l'évolution des températures depuis 1884. Sans surprise, la température grimpe à partir des années 1980, avant que le planisphère ne devienne rouge dans les années 2000. Selon la Nasa, 9 des 10 années les plus chaudes dans les annales météorologiques se sont produites depuis 2000. La Nasa attend de nouveaux records de température dans les 2 à 3 prochaines années, avec le retour du courant chaud du Pacifique El Niño et un accroissement de l'activité solaire. Voir la vidéo sur lepoint.fr.

CARNET – NOMINATIONS

Jean-Claude MIGNON, député de Seine et Marne, élu à la Présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Gérard LARCHER, ancien président du Sénat, sénateur UMP des Yvelines, nommé membre de la Commission consultative du secret de la défense nationale.

Michel HUNAULT, député NC, nommé parlementaire en mission auprès d'Alain JUPPE.

Olivier MYARD, jusqu'alors rapporteur à la Cour des comptes, ancien directeur de l'audit externe de l'ONU à New York, devient directeur du bureau de l'audit interne et de l'évaluation de l'OACI à Montréal.

Le général d'armée aérienne **Patrick de ROUSIERS** présidera le comité militaire de l'UE à compter de novembre 2012.

Stéphane RAMON, jusqu'alors directeur de la stratégie internationale d'EDF SA, rejoint Thales UK.

Xavier BROSETA devrait être nommé directeur des ressources humaines d'Air France.

Bernard THIBAUT ne briguera pas un nouveau mandat en 2013 à la tête de la CGT.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr